



Conseil

Distr. limitée
6 mars 2026
Français
Original : anglais

Trente et unième session

Conseil, première partie de la session

Kingston, 9-20 mars 2026

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen des demandes de prorogation de contrats
d'exploration en vue de leur approbation, s'il y a lieu**

Projet de décision du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins concernant une demande de prorogation du contrat conclu entre l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer et l'Autorité pour l'exploration des nodules polymétalliques

Le Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins,

Agissant sur la recommandation de la Commission juridique et technique¹,

Rappelant que, le 20 juin 2001, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer a conclu avec l'Autorité internationale des fonds marins un contrat relatif à l'exploration de nodules polymétalliques d'une durée de 15 ans,

Rappelant également que le contrat a été prorogé pour une période de cinq ans jusqu'au 19 juin 2021², puis pour une nouvelle période de cinq ans jusqu'au 19 juin 2026³,

Notant que, le 16 décembre 2025, la Secrétaire générale de l'Autorité internationale des fonds marins a reçu une demande de prorogation de ce contrat pour une nouvelle période de cinq ans,

Rappelant les dispositions du paragraphe 9 de la section 1 de l'annexe de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982⁴,

Rappelant également la décision du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins concernant les procédures et les critères applicables à la prorogation d'un plan de travail approuvé relatif à l'exploration en application du paragraphe 9 de la section 1 de l'annexe à l'Accord⁵,

* ISBA/31/C/L.1.

¹ ISBA/31/C/10.

² ISBA/22/C/26.

³ ISBA/26/C/54.

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1836, n° 31364.

⁵ ISBA/21/C/19.



Ayant examiné le rapport et les recommandations de la Commission juridique et technique concernant la demande présentée par l’Institut français de recherche pour l’exploitation de la mer en vue de la prorogation du contrat⁶,

1. *Décide* d’approuver la demande de prorogation du contrat ;
 2. *Prie* la Secrétaire générale de prendre les dispositions voulues pour donner effet à la prorogation du contrat, à compter du 20 juin 2026, par la signature d’un accord libellé sous la forme prévue à l’appendice II de l’annexe de sa décision susmentionnée⁷ ;
 3. *Prie également* la Secrétaire générale de lui rendre compte, à sa prochaine session, de l’état d’avancement de l’accord de prorogation.
-

⁶ [ISBA/31/C/10](#).

⁷ Voir [ISBA/21/C/19](#).